

— *Le prolétariat chinois*, à peine formé, se lançait dans la lutte révolutionnaire, ayant tout de suite été mis dans les conditions créées par le capitalisme moderne. Il se rangeait, dès ses premières batailles politiques, sur le terrain du prolétariat international, comparable en cela au prolétariat russe, comme lui d'autant plus réceptif aux idées révolutionnaires qu'il était sans traditions. Mais dès 1927 la révolution prolétarienne était soumise à une politique aberrante d'alliance avec la bourgeoisie nationale, et le prolétariat écarté pour longtemps, physiquement et politiquement, de la lutte révolutionnaire.

— *La direction de la révolution chinoise* faisait siennes les thèses de la Russie soviétique, et se rangeait dans les rangs du prolétariat mondial. Mais les difficultés de la révolution d'Octobre, dès 1921, puis la mainmise de plus en plus oppressante de la bureaucratie et de Staline sur la politique intérieure et extérieure du berceau du socialisme ne tardaient pas à la marquer profondément. Formée à l'école stalinienne, soumise aux directives des émissaires du Komintern, la direction communiste chinoise entraînait la révolution dans des voies qui lui coûtèrent fort cher. Qui plus est, les hommes qui se trouvent à la tête de l'Etat et du parti n'ont pas su tirer les leçons de leurs défaites, et demeurent pour l'essentiel des staliniens, même s'il arrive à Mao de s'engager dans des initiatives que Staline n'aurait jamais prises. Ainsi, ils maintiennent la théorie aberrante de la révolution par étapes et de la nécessité, dans un premier temps, du « bloc des quatre classes », théorie qui a donné en Indonésie une nouvelle preuve de son inadéquation, entraînant le massacre de centaines de milliers de communistes. Ils n'ont pas pris l'initiative — et les camarades de *Lutte Ouvrière* voient là un argument convaincant en faveur de leurs thèses — de lancer une nouvelle Internationale. Mais leur type de formation, la reprise de la théorie du « socialisme dans un seul pays » (nécessité de « compter sur ses propres forces »), l'expérience malheureuse qu'ils firent de la III^e Internationale, suffisent selon nous à expliquer ce fait. Quand bien même la Chine amorcerait, après l'avoir dénoncée de façon virulente, un retour à la théorie de la coexistence pacifique de type stalinien ou khrouchtchévien, elle ne ferait que se comporter en Etat ouvrier stalinisé ou khrouchtchévisé. Enfin, la direction chinoise est bureaucratisée, et la démocratie ouvrière ne règne pas en Chine : loin de nous la pensée de tenir la révolution culturelle pour un retour à la démocratie !

Mais l'origine sociale de la direction ne suffit pas davantage que ses déviations par rapport au marxisme à la ranger dans le camp de la bourgeoisie. Bien que formée à l'école stalinienne et fortement marquée idéologiquement par cela, elle a su s'en dégager relativement dans la lutte et mener le pays sur la voie d'une lutte implacable contre l'impérialisme. Ce fait fondamental suffit à la caractériser comme une direction révolutionnaire prolétarienne stalinisée, et non comme une direction « bourgeoise » faisant illusion par sa phraséologie marxiste.

Ce sont ces considérations qui nous ont amenés à considérer qu'en Chine, la victoire avait été acquise sans intervention numériquement hégémonique de la classe ouvrière sans doute, mais que cette révolution avait un caractère prolétarien dans la mesure

où la lutte des armées paysannes était dirigée par un parti ouvrier. Mao lui-même, le plus farouche partisan de la lutte armée des paysans, reconnaissait, en janvier 1930 (*Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine*) que si « tout membre du parti qui redouterait de voir les forces paysannes dépasser les forces de la classe ouvrière au préjudice de la révolution » était dans l'erreur, la révolution échouerait si la lutte paysanne était privée de la direction des ouvriers.

— Pour nier que la Chine soit un Etat ouvrier, *Lutte Ouvrière* ne s'appuie que sur la genèse historique de la révolution chinoise. Ces camarades ne tiennent jamais compte ni de la nature des réalisations économiques et sociales, ni de la nature de l'appareil d'Etat mis en place. Or ce sont là des facteurs extrêmement importants pour faire une analyse correcte. Il a bien fallu remplacer par quelque chose les anciennes structures économiques, étatiques qui ont été, de l'aveu même des camarades de *Lutte Ouvrière*, intégralement détruites. Après une sorte de N.E.P. de grande envergure, imposée par les conditions matérielles existant dans le pays, et par le contexte international au développement des forces productives, les Chinois mirent rapidement en place une économie étatisée et planifiée qui n'avait pas grand-chose à voir avec une économie « bourgeoise ». Dès 1952, l'Etat dirigeait 80 % de l'industrie lourde et 50 % des autres industries. Il contrôlait la grande majorité des échanges commerciaux de gros et de détail, etc. Certes, les masses ne participaient pas au contrôle et à la gestion de l'économie, mais la structure que lui donna la direction chinoise ne permet en rien de la ranger parmi les Etats capitalistes, de fait sinon en théorie. Surtout, en 1958, la réorganisation totale, accomplie avec une rapidité foudroyante, des rapports de production à la campagne interdisait à la paysannerie de demeurer cette matrice permanente du capitalisme qu'elle est traditionnellement. La mise en place des communes populaires, quelles que soient leurs faiblesses et leurs carences par ailleurs, eurent au moins pour conséquence de bouleverser totalement la structure économique et sociale des campagnes, sapant à la base les différenciations sociales de la paysannerie, du moins dans l'ampleur qu'elles prirent dans l'U.R.S.S. des années 1925-1929.

Pour ce qui est de l'appareil d'Etat, la Chine s'est proclamée en 1949 « République populaire », c'est-à-dire, pour reprendre la définition donnée dans la constitution de 1954, « un Etat de démocratie populaire dirigé par la classe ouvrière et fondé sur l'alliance des ouvriers et des paysans ». En fait, il s'agissait dès cette époque d'une dictature du prolétariat, déjà fortement marquée de traits bureaucratiques du fait de la faible participation de la classe ouvrière au pouvoir, mais d'une dictature du prolétariat cependant, dans la mesure où la direction chinoise prend appui — et c'est une condition de son existence — sur la classe ouvrière. Cet appareil d'Etat présente, à des degrés divers, toutes les tares de l'appareil stalinien : cela se traduit, en particulier, par son renforcement, qui était l'un des buts de la « Révolution culturelle », à l'encontre, une fois de plus dans l'histoire, de la théorie marxiste du dépérissement de l'Etat. Mais cela est dû tant à l'absence de démocratie ouvrière en Chine qu'au contexte international, et l'ensemble de ces caractéristiques ne suffisent pas à faire de la Chine un Etat dont on ne dit pas franchement qu'il